

Accord complémentaire à la convention d'assistance sociale et médicale entre les États membres de l'Union occidentale (Bruxelles, 17 avril 1950)

Légende: Accord complémentaire, du 17 avril 1950, pour l'exécution de la convention d'assistance sociale et médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les États membres de l'Union occidentale.

Source: Accord complémentaire pour l'exécution de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Parties Contractantes du Traité de Bruxelles, signé à Bruxelles, le 17 avril 1950, Copie certifiée conforme à l'exemplaire original unique en langues anglaise et française, déposé aux archives du Secrétariat Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles à Londres. Londres: Commission permanente du traité de Bruxelles, 17.04.1950. 23 p. .

Archives nationales du Grand-Duché de Luxembourg, Luxembourg. <http://anlux.lu/>, Ministère des Affaires Etrangères, 1732-1999. Ministère des Affaires Etrangères - Traités et Conventions (à partir de 1945). Accord complémentaire de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Parties contractantes du Traité de Bruxelles, AE TC 445.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/accord_complementaire_a_la_convention_d_assistance_sociale_et_medicale_entre_les_etats_membres_de_l_union_occidentale_bruelles_17_avril_1950-fr-b7ed388e-39cc-494f-97f8-fa6aceadfbf4.html

Date de dernière mise à jour: 28/01/2013

COMMISSION PERMANENTE DU TRAITE DE BRUXELLES

BRUSSELS TREATY PERMANENT COMMISSION

ACCORD COMPLEMENTAIRE POUR L'EXECUTION DE LA CONVENTION
D'ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE, SIGNEE LE 7 NOVEMBRE 1949,
ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES DU TRAITE DE BRUXELLES,
SIGNE A BRUXELLES, LE 17 AVRIL 1950.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO GIVE EFFECT TO THE CONVENTION
ON SOCIAL AND MEDICAL ASSISTANCE, SIGNED ON 7th NOVEMBER, 1949,
BETWEEN THE PARTIES TO THE BRUSSELS TREATY,
SIGNED AT BRUSSELS, APRIL 17. 1950.

COMMISSION PERMANENTE DU
 TRAITE DE BRUXELLES

ACCORD COMPLEMENTAIRE
 POUR L'EXECUTION DE LA CONVENTION
 D'ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE,
 SIGNEE LE 7 NOVEMBRE 1949,
 ENTRE LES PARTIES CONTRACTANTES
 DU TRAITE DE BRUXELLES

=====

Les Gouvernements de la Belgique,
 de la France, du Luxembourg, des Pays-
 Bas et du Royaume-Uni de Grande-Breta-
 gne et d'Irlande du Nord;

Parties au Traité de Bruxelles,
 signé le 17 mars 1948;

Désireux de donner effet à l'Ar-
 ticle 9 de la Convention d'Assistance
 Sociale et Médicale signée à Paris, le
 7 novembre 1949 (dénommée ci-après
 "La Convention");

Sont convenus des dispositions
 suivantes:

ARTICLE 1er

(a) En application de l'Article 1er

BRUSSELS TREATY
 PERMANENT COMMISSION

SUPPLEMENTARY AGREEMENT
 TO GIVE EFFECT TO THE CONVENTION
 ON SOCIAL AND MEDICAL ASSISTANCE
 SIGNED ON 7th NOVEMBER, 1949,
 BETWEEN THE PARTIES TO
 THE BRUSSELS TREATY

=====

The Governments of Belgium,
 France, Luxembourg, the Netherlands
 and the United Kingdom of Great Bri-
 tain and Northern Ireland;

Being parties to the Treaty of
 Brussels signed on the 17th March,
 1948;

Desiring to give effect to Ar-
 ticle 9 of the Convention on Social
 and Medical Assistance signed at Pa-
 ris on the 7th November, 1949 (here-
 inafter referred to as "the Conven-
 tion");

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

(a) In accordance with Article 1 of

de la Convention, les ressortissants des Parties Contractantes, privés de ressources suffisantes et résidant en séjour régulier sur le territoire de l'une d'elles, peuvent bénéficier des législations médicales et sociales concernant l'assistance, notamment l'assistance:

aux malades tant physiques que mentaux,
aux vieillards,
aux infirmes ou incurables,
aux femmes enceintes, en couches, ou allaitant leurs enfants,
à l'enfance.

(b) Les législations concernant cette assistance, qui sont actuellement en vigueur dans les territoires de chacune des Parties Contractantes, sont énumérées à l'Annexe I.

ARTICLE 2.

(a) Les termes "ressortissants et assimilés" employés par la Convention visent, en ce qui concerne chacune des Parties Contractantes, les personnes traitées par elle-même comme telles, au regard de sa législation d'assistance et qui sont énumérées à l'Annexe II.

(b) La preuve de la nationalité de l'intéressé est administrée selon les règles prévues en la matière par la législation de son pays d'origine.

ARTICLE 3

(a) Le séjour d'un ressortissant étranger sur le territoire de l'une des Parties Contractantes est régulier au sens de la Convention, à compter de la délivrance de la première autorisation de séjour, même si celle-ci est provisoire, sur ce territoire. Le séjour est réputé irrégulier à dater de toute décision d'éloignement prise à l'encontre de l'intéressé, sauf s'il est sursis à l'exécution de cette mesure.

the Convention, nationals of the Contracting Parties who are without sufficient means and who are lawfully residing in the territories of any of the above Parties may benefit by the medical and social legislation concerning assistance, in particular assistance to:

the sick in mind or body,
the old,
the infirm or incurable,
women during pregnancy, confinement or the nursing period,
children.

(b) The legislative measures regarding such assistance which are in force at the present time in the territories of each of the Contracting Parties are set out in Annex I.

ARTICLE 2

(a) The term "nationals and persons treated as nationals" used in the Convention means, in relation to any Contracting Party, the persons treated by it as such for the purpose of its assistance legislation. These persons are listed in Annex II.

(b) Proof of the nationality of the person concerned shall be determined according to the regulations on this matter prescribed by the legislation of his country of origin.

ARTICLE 3

(a) Residence by an alien in the territory of any of the Contracting Parties shall be considered lawful within the meaning of the Convention as from the issue of the first permit to reside in the said territory, even if such permit is of temporary validity. Residence shall be considered unlawful from the date of any deportation order made out against the person concerned, unless a stay of execution is granted.

(b) Le défaut de renouvellement de l'autorisation, s'il est dû à l'inadvertance de l'intéressé, n'entraîne la perte du bénéfice de l'assistance que dans le cas où les autorités compétentes du pays de résidence estimeraient ne pas devoir tenir rétroactivement comme régulière la situation de l'intéressé.

(c) D'autre part, la possession régulière d'un document constatant la délivrance d'une autorisation de séjour sur le territoire de l'une des Parties Contractantes ne peut être opposée à celle-ci pour éviter le rapatriement si la résidence du ressortissant étranger sur le dit territoire n'y est pas habituelle, effective et continue.

ARTICLE 4

La date de départ du délai de résidence fixé à cinq ou dix ans par l'Article 4 de la Convention est déterminée dans chaque pays, sauf preuve contraire, soit par des preuves résultant d'enquêtes administratives, soit par des documents considérés par la loi nationale comme faisant foi de la résidence, et qui sont énumérés à l'Annexe III.

ARTICLE 5

La résidence devant être continue, cette continuité est attestée par tous moyens de preuves en usage dans le pays de résidence et notamment par l'exercice d'une activité professionnelle, la production de quittances de loyer, etc.

ARTICLE 6

La résidence continue n'exclut pas certaines absences, à condition que celles-ci soient:

de courte durée,

(b) Failure to renew the residence permit, if due to the inadvertence of the person concerned, will not cause him to cease to be entitled to assistance except where the competent authorities of the country of residence do not consider that the residence of the person concerned should be treated retrospectively as lawful.

(c) Conversely, the lawful possession of a document certifying the issue of a permit to reside in the territory of any of the Contracting Parties will not avail to prevent repatriation unless the alien has in fact fulfilled the condition of habitual and continuous residence in the said territory.

ARTICLE 4

The commencing date of the period of five or ten years residence laid down in Article 4 of the Convention shall in each country be established, in the absence of evidence to the contrary, on the basis of evidence supplied by official investigation or by documents recognised by the law of the country as affording proof of residence. These documents are listed in Annex III.

ARTICLE 5

Since residence must be continuous, proof of this continuity may be shown by the production of any evidence acceptable in the country of residence and in particular by proof of occupational activity, the production of rent receipts, etc.

ARTICLE 6

Residence shall be regarded as continuous, notwithstanding periods of absence which are:

of short duration,

peu fréquentes,
dépourvues chez l'intéressé de
l'intention de fixer son prin-
cipal établissement sur le ter-
ritoire visité.

ARTICLE 7

Dans le cas où l'intéressé au-
rait effectué des séjours successifs
sur le territoire de la Partie Con-
tractante à laquelle il demande assis-
tance, la date de départ du délai de
résidence fixé par l'Article 4 de la
Convention est celle du début de son
dernier séjour sur ce territoire.

ARTICLE 8

N'entrent pas dans le calcul de
la durée de résidence les périodes au
cours desquelles des prestations d'as-
sistance imputées sur les fonds pu-
blics en application des textes énumé-
rés à l'Annexe I ont été perçues par
l'intéressé, à l'exception des soins
médicaux pour maladies aiguës ou des
soins de courte durée.

ARTICLE 9

Les autorités consulaires des
Parties Contractantes communiqueront
aux autorités administratives quali-
fiées tous renseignements jugés pro-
pres à faciliter les enquêtes et à
établir les preuves visées dans le
présent accord.

ARTICLE 10

Les Parties Contractantes s'en-
gagent à se prêter leurs bons offices
en vue de faciliter le remboursement
des frais d'assistance par les person-
nes obligées légalement de pourvoir à
l'entretien de l'assisté et en mesure
d'y subvenir en tout ou en partie.

occasional,
undertaken without any intent-
tion by the person concerned to
settle down in the country he
is visiting.

ARTICLE 7

Where the person concerned has
resided at intervals in the territory
of the Contracting Party from which
he is claiming assistance, the date
of commencement of residence as laid
down in Article 4 of the Convention
will be the date when the person con-
cerned last took up residence in the
said territory.

ARTICLE 8

There shall be excluded in the
calculation of length of residence pe-
riods during which the person concer-
ned has been in receipt of assistance
from public monies as laid down in the
legislative measures mentioned in An-
nex I, except in the case of medical
treatment for acute illness or short-
term medical treatment.

ARTICLE 9

Consular Officials of the Cont-
tracting Parties shall make available
to the responsible administrative bo-
dies any information deemed suitable
to facilitate enquiries and to esta-
blish the evidence required for the
purposes of the present agreement.

ARTICLE 10

The Contracting Parties underta-
ke to help each other to recover the
cost of assistance payments from per-
sons who are legally liable to contri-
bute towards the cost of maintenance
of the assisted person, and who are in
a position to do so, in whole or in
part.

ARTICLE 11

(a) Les Parties Contractantes entendent ne recourir au rapatriement qu'avec une grande modération et seulement lorsqu'aucune raison d'humanité n'y fait obstacle.

(b) Il sera tenu compte notamment des liens de famille de l'intéressé, ainsi que des attaches étroites qui pourraient le lier au pays de résidence.

(c) Dans le même esprit, les Parties Contractantes admettent que le rapatriement s'étend au conjoint et aux enfants de l'assisté.

ARTICLE 12

(a) La Partie Contractante requise d'accepter le rapatriement d'un assisté ne peut s'y refuser motif pris qu'il n'est pas son ressortissant, si l'assisté est en possession: soit d'un passeport national, délivré par une autorité administrative de cette Partie, soit d'un certificat d'immatriculation délivré par un de ses agents diplomatiques ou consulaires et spécifiant que le titulaire est ressortissant de ladite Partie Contractante.

(b) A défaut de telles pièces et si l'Etat d'origine de l'assisté ne le reconnaît pas comme son ressortissant, cet Etat doit fournir des justifications nécessaires à l'Etat de résidence dans un délai de trente jours.

ARTICLE 13

(a) Quand le rapatriement est décidé, les autorités diplomatiques ou consulaires de l'Etat d'origine sont avisées - si possible trois semaines

ARTICLE 11

(a) The Contracting Parties agree not to have recourse to repatriation except in the greatest moderation and then only in those cases where there is no objection on humanitarian grounds.

(b) Particular consideration will be given to the family ties and to close associations which may bind the interested person to the country of residence.

(c) In the same spirit, the Contracting Parties agree that repatriation should cover the husband or wife and children of the assisted person.

ARTICLE 12

(a) The Contracting Party which is requested to accept the repatriation of an assisted person may not refuse to do so on the grounds that nationality is not established, if the assisted person has in his possession either a passport of the nationality concerned issued to him by an administrative authority of that Party, or a certificate of registration issued to him by a diplomatic or consular agent of that Party which states specifically that the bearer is a national of the said Contracting Party.

(b) In the absence of such evidence, and if the country of origin does not acknowledge that the assisted person is a national of that country, the grounds of disclaimer must be forwarded to the country of residence within thirty days.

ARTICLE 13

(a) When repatriation is decided upon, the diplomatic or consular authorities of the country of origin will be advised (if possible three

à l'avance - du rapatriement de leur ressortissant.

(b) Les autorités du ou des pays de transit en sont informées par les autorités de l'Etat d'origine.

(c) L'avis de rapatriement dont un modèle figure à l'Annexe IV indique le jour, l'heure et le lieu de la remise de l'assisté, le nombre de personnes nécessaires pour l'accompagner, ainsi que les conditions de transport exigées par son état de santé.

(d) La désignation des lieux de remise fait l'objet d'ententes entre les autorités compétentes du pays de résidence et du pays d'origine.

ARTICLE 14

(a) L'administration compétente de l'Etat de résidence et les autorités diplomatiques et consulaires de l'Etat d'origine correspondent directement pour l'exécution des dispositions prévues dans la Convention et dans le présent Accord.

(b) Les administrations centrales compétentes peuvent également correspondre directement entre elles pour l'exécution du présent Accord.

ARTICLE 15

Les Parties Contractantes se communiqueront par la voie diplomatique et feront connaître au Secrétaire Général de la Commission Permanente du Traité de Bruxelles toute modification aux dispositions internes de nature à affecter les Annexes I, II et III qui traduisent l'état actuel de la législation et de la réglementation en vigueur.

weeks in advance) of the repatriation of their national.

(b) The authorities of the country of origin will duly inform the authorities of the country, or countries, of transit.

(c) The Notice of Repatriation (form attached at Annex IV) will state the day, the time, and the place where the assisted person will be handed over, the strength of the escort necessary, and the means of transport necessitated by his state of health.

(d) The centres for handing over such persons will be decided by arrangements between the competent authorities of the country of residence and the country of origin.

ARTICLE 14

(a) The competent administrative authorities of the country of residence and the diplomatic and consular authorities of the country of origin may enter into direct correspondence for the purpose of carrying out the provisions of the Convention and of the present Agreement.

(b) The competent central administrative authorities may also correspond direct with one another in the application of the present Agreement.

ARTICLE 15

The Contracting Parties will notify each other, through the diplomatic channel, and will also inform the Secretary-General of the Brussels Treaty Permanent Commission, of any subsequent amendment to internal legislative measures affecting Annexes I, II and III which show the laws and regulations in force.

ARTICLE 16

Tout différend venant à s'élever entre deux ou plusieurs Parties Contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord est résolu conformément à la procédure prévue à l'Article 10 de la Convention.

ARTICLE 17

Le présent Accord entre en vigueur en ce qui concerne chaque Partie Contractante à la même date que la Convention et restera en vigueur pour la même durée.

ARTICLE 18

Les Parties Contractantes peuvent par des ententes bilatérales établir des dispositions transitoires pour les cas d'assistance accordée antérieurement à l'entrée en vigueur de la Convention et du présent Accord.

ARTICLE 19

Les Gouvernements de la Belgique, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas, prendront les dispositions nécessaires pour abroger à la date d'entrée en vigueur de la Convention:

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 30 novembre 1921, entre la Belgique et la France;

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 4 janvier 1923, entre la France et le Luxembourg;

la Convention d'Assistance Réciproque, signée le 17 juillet 1923, entre la Belgique et le Luxembourg;

ARTICLE 16

Any disagreement between two or more of the Contracting Parties arising out of the interpretation or implementation of the present Agreement shall be resolved in accordance with the procedure laid down in Article 10 of the Convention.

ARTICLE 17

The present Agreement shall, with respect to each Contracting Party, enter into force on the same date and remain in force for the same period as the Convention.

ARTICLE 18

The Contracting Parties may, by bilateral arrangement, take interim measures to deal with cases in which assistance was granted prior to the entry into force of the Convention and of the present Agreement.

ARTICLE 19

The Governments of Belgium, France, Luxembourg and the Netherlands will take the necessary measures to repeal, on the date on which the Convention enters into force:

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 30th November, 1921, between Belgium and France;

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 4th January, 1923, between France and Luxembourg;

the Reciprocal Assistance Convention, signed on 17th July, 1923, between Belgium and Luxembourg;

la Convention d'Assistance Réci-
proque, signée le 15 mai 1936,
entre la Belgique et les Pays-
Bas.

the Reciprocal Assistance Con-
vention, signed on 15th May,
1936, between Belgium and the
Netherlands.

En foi de quoi, les soussignés,
dûment autorisés par leurs Gouverne-
ments respectifs, ont signé le présent
Accord.

In witness whereof the undersi-
gned, duly authorised by their res-
pective Governments, have signed the
present Agreement.

Fait à Bruxelles, le 17 avril
1950, en français et en anglais, les
deux textes faisant également foi en
un exemplaire unique qui sera déposé
aux archives du Secrétariat Général de
la Commission Permanente du Traité de
Bruxelles et dont copie certifiée con-
forme sera transmise par le Secrétaire
Général à chacun des Gouvernements si-
gnataires.

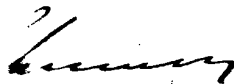
Done at Brussels, this 17th
day of April, 1950, in English and
French, both texts being equally au-
thoritative, in a single copy which
shall be deposited in the archives
of the Secretariat-General of the
Brussels Treaty Permanent Commission
and of which a certified copy shall
be transmitted by the Secretary-Gen-
eral to each of the signatory Govern-
ments.

VERNEMENT BELGE: FOR THE GOVERNMENT OF BELGIUM:



LA REPUBLIQUE
FRANÇAISE:

FOR THE GOVERNMENT OF THE FRENCH RE-
PUBLIC:

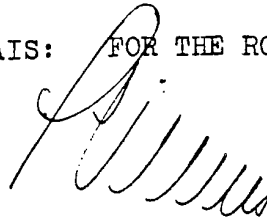


UXEMBOURGEOIS:

FOR THE GOVERNMENT OF LUXEMBOURG:



ENT ROYAL NEERLANDAIS: FOR THE ROYAL NETHERLANDS GOVERNMENT:



DU ROYAUME-UNI DE FOR THE GOVERNMENT OF THE UNITED KING-
D'IRLANDE DU NORD: DOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRE-
LAND:



A N N E X E ILISTE DES LEGISLATIONS D'ASSISTANCE
WISEES A L'ARTICLE 1erBELGIQUE

Loi du 27 novembre 1891 sur l'Assistance Publique, modifiée par les lois des 14 juin 1920 et 8 juin 1945.

FRANCE

Loi du 15 juillet 1893 (Assistance médicale gratuite).

Ordonnance du 31 octobre 1945 (Lutte antituberculeuse).

Loi du 30 juin 1838 (Assistance aux aliénés).

Loi du 14 juillet 1905 (Assistance aux vieillards, infirmes et incurables).

Loi du 2 août 1949 (Assistance aux aveugles et grands infirmes dans sa partie concernant l'Assistance et la Rééducation).

Décret du 29 juillet 1939 modifié (Assistance à la Famille).

Loi du 15 avril 1943 sur l'Assistance à l'Enfance.

LUXEMBOURG

Loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours.

Loi du 7 août 1923 ayant pour objet de rendre obligatoire l'instruction des aveugles et des sourds-muets.

A N N E X ILIST OF LEGISLATIVE MEASURES REGARDING
ASSISTANCE REFERRED TO IN ARTICLE 1BELGIUM

Law of 27th November, 1891, concerning Public Assistance, amended by the laws dated 14th June, 1920, and 8th June, 1945.

FRANCE

Law of 15th July, 1893 (Free Medical Assistance).

Regulation of 31st October, 1945 (Anti-Tuberculosis Campaign).

Law of 30th June, 1838 (Assistance for the Insane).

Law of 14th July, 1905 (Assistance for the old, the infirm and the incurable).

Law of 2nd August, 1949 (Assistance for the blind and the seriously disabled in the part dealing with assistance and retraining).

Decree of 29th July, 1939, as amended (Assistance to Families).

Law of 14th April, 1943 (Assistance for young children).

LUXEMBOURG

Law of 28th May, 1897, about settlement ("sur le domicile de secours").

Law of 7th August, 1923, rendering compulsory the training of the blind and the deaf and dumb.

PAYS-BAS

Loi du 27 avril 1912 sur les indigents.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD1. Grande-Bretagne

National Assistance Act, 1948.
National Health Service Acts 1946 et 1949.
National Health Service (Scotland) Acts 1947 et 1949.

2. Irlande du Nord

National Assistance Act (Northern Ireland) 1948.
Welfare Service Act (Northern Ireland) 1949.
Health Services Act (Northern Ireland) 1948.
Mental Health Act (Northern Ireland) 1948.
Public Health (Tuberculosis) Act (Northern Ireland) 1946.

NETHERLANDS

Law of 27th April, 1912, concerning distressed persons.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND1. Great Britain

National Assistance Act, 1948.
National Health Service Acts, 1946 and 1949.
National Health Service (Scotland) Acts, 1947 and 1949.

2. Northern Ireland

National Assistance Act (Northern Ireland) 1948.
Welfare Services Act (Northern Ireland) 1949.
Health Services Act (Northern Ireland) 1948.
Mental Health Act (Northern Ireland) 1948.
Public Health (Tuberculosis) Act (Northern Ireland) 1946.

A N N E X E II

LISTE DES PERSONNES TRAITÉES COMME
"RESSORTISSANTS ET ASSIMILÉS"
AU SENS DE LA
CONVENTION

BELGIQUE

Ressortissants de la Belgique et du Congo Belge.

FRANCE

Ressortissants de la France métropolitaine, des départements d'Algérie et des départements et territoires d'Outre-Mer ("de nationalité française").

LUXEMBOURG

Personnes "de nationalité luxembourgeoise".

PAYS-BAS

Personnes de "nationalité néerlandaise".

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD

Citoyens du Royaume-Uni et de ses colonies.

NOTA

Les termes placés entre guillemets sont ceux qui figurent sur les passeports, etc.

A N N E X II

LIST OF PERSONS REGARDED AS
"NATIONALS OR PERSONS TREATED AS
NATIONALS" WITHIN THE MEANING OF THE
CONVENTION

BELGIUM

Nationals of Belgium and of the Belgian Congo.

FRANCE

Nationals of Metropolitan France, of the Départements of Algeria and of the Overseas Départements and Territories. ("De nationalité française").

LUXEMBOURG

Persons having Luxembourg nationality. ("De nationalité luxembourgeoise").

NETHERLANDS

Persons having Netherlands nationality. ("Netherlands nationality").

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND

Citizens of the United Kingdom and Colonies.

NOTE

Terms placed in inverted commas reproduce the wording used on passports, etc.

A N N E X E I I ILISTE DES DOCUMENTSFAISANT FOI DE LA RESIDENCEVISES A L'ARTICLE 4BELGIQUE

La carte d'identité d'étranger ou l'extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

FRANCE

La carte de séjour d'étranger.

LUXEMBOURG

La carte d'identité d'étranger.

PAYS-BAS

Extrait du registre d'inscription des étrangers ou du registre d'inscription de la population.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET
D'IRLANDE DU NORD

Extrait des registres du Bureau Central des Etrangers (Central Register of Aliens) ou inscription apposée sur le passeport ou autre titre de voyage de l'étranger.

A N N E X I I ILIST OF DOCUMENTS RECOGNISEDAS AFFORDING PROOF OF RESIDENCE,REFERRED TO IN ARTICLE 4BELGIUM

Alien's Identity Card, or extract from the Register of Aliens, or from the Population Register.

FRANCE

Alien's "carte de séjour".

LUXEMBOURG

Alien's Identity Card.

NETHERLANDS

Extract from the Register of Aliens or from the Population Register.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND
NORTHERN IRELAND

Extract from record in the Central Register of Aliens or endorsement in the passport or travel document of Aliens.

A N N E X E I V (a)AVIS DE RAPATRIEMENT

(Cet Avis prévu à l'Article 13 de l'Accord Complémentaire pour l'exécution de la Convention d'Assistance Sociale et Médicale, signée le 7 novembre 1949, entre les Cinq Pays signataires du Traité de Bruxelles, doit parvenir si possible aux autorités diplomatiques ou consulaires du pays d'origine TROIS SEMAINES avant la date fixée pour le rapatriement).

- 1.- Nom et Prénoms de l'assisté:
- 2.- Date de naissance de l'assisté:
- 3.- Lieu de naissance:
- 4.- Pays d'origine:
- 5.- Adresse actuelle de l'assisté:
- 6.- Noms des parents:
- 7.- Lieu et date de naissance des père et mère de l'assisté:
- 8.- Etat civil (célibataire, marié ou divorcé):
- 9.- Si l'assisté est marié: lieu et date du mariage et éventuellement du divorce:
- 10.- Nom et Prénoms du conjoint:
- 11.- Lieu et date de naissance du conjoint:
- 12.- Enfants, noms, dates et lieux de naissance:
- 13.- Pièces établissant la nationalité de l'assisté (passeport No...

A N N E X I V (a)NOTICE OF REPATRIATION

(This Notice provided for in Article 13 of the Supplementary Agreement to give effect to the Convention on Social and Medical Assistance signed on 7th November, 1949, by the five countries signatory to the Brussels Treaty must, if possible, reach the diplomatic or consular authorities of the country of origin THREE WEEKS before the date fixed for the repatriation).

- 1.- Surname and Christian names of the assisted person:
- 2.- Date of birth of the assisted person:
- 3.- Place of birth:
- 4.- Country of origin:
- 5.- Present address of assisted person:
- 6.- Names of parents:
- 7.- Place and date of birth of father and mother of the assisted person:
- 8.- Civil status (unmarried, married or divorced):
- 9.- If the assisted person is married: place and date of marriage and, if later divorced, of the divorce:
- 10.- Name and Christian names of husband (or wife):
- 11.- Place and date of birth of husband (or wife):
- 12.- Children: names: dates and places of birth:
- 13.- Documents establishing the nationality of the assisted person

- | | |
|--|--|
| délivré à le
par ou certificat
d'immatriculation): | (passport No... issued at
on by or cer-
tificate of registration): |
| 14.- L'assisté séjourne dans le pays
de résidence depuis (1): | 14.- The assisted person has been li-
ving in the country of residence
since (1): |
| 15.- Nature de l'Assistance dont béné-
ficie l'intéressé (2): | 15.- Nature of the Assistance granted
to the assisted person (2): |
| 16.- Montant de l'Assistance (secours
mensuel à domicile ou prix de
journée dans un établissement hos-
pitalier): | 16.- Amount of Assistance granted (
monthly allowance in the home or
daily cost at a hospital or simi-
lar institution): |
| 17.- Conditions matérielles dans les-
quelles l'assisté doit voyager

(assis
(couché
(assisté de ... infirmiers | 17.- Material conditions in which the
assisted person must travel

(sitting
(lying down
(accompanied by ... nurses |
| 18.- Indiquer jour, heure et lieu de
remise de l'assisté: | 18.- State the day, time and place of
handing over of the assisted per-
son: |
| 19.- Le rapatriement s'étend-il, le
cas échéant, au conjoint et aux
enfants de l'assisté?

Dans l'affirmative, indiquer le
nombre de personnes à rapatrier: | 19.- Does repatriation apply to the
husband (or wife) and children
of the assisted person?

If so, state the number of per-
sons to be repatriated: |
| 20.- Renseignements sur la situation | 20.- Information about the financial |

(1) La résidence doit être inférieure à 5 ans si l'assisté est entré dans le pays de résidence avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans, à 10 ans s'il y est entré après avoir atteint cet âge. En ce qui concerne les enfants mineurs de 16 ans, il suffira que le père, la mère, le tuteur de l'enfant ou la personne qui en a la charge remplisse ces conditions de séjour.

(2) S'il s'agit d'un malade (en hôpital, en sanatorium, en hôpital psychiatrique) d'un infirme ou d'un incurable, joindre un certificat médical détaillé indiquant si l'assisté est transportable, la nature de la maladie et sa durée approximative.

(1) The period of residence must be less than 5 years if the assisted person entered the country of residence before reaching the age of 55, and less than 10 years if he entered it after reaching this age. In the case of minors under 16, it will be sufficient if the father, mother, guardian or person in charge of the child fulfils these conditions of residence.

(2) In the case of a sick person (in hospital, sanatorium, psychiatric hospital) or an infirm or incurable person, a detailed medical certificate should be attached, stating whether the assisted person can be moved, the nature of his illness and its probable duration.

de fortune de l'assisté et des personnes tenues vis-à-vis de lui à la dette alimentaire:

- 21.- Bref exposé sur les motifs du rapatriement:
- 22.- L'intéressé a-t-il donné son accord au rapatriement?
- 23.- L'intéressé n'a-t-il pas d'attaches familiales dans le pays de résidence?

A le

(Sceau et signature de l'Autorité requérante)

resources of the assisted person and the persons obliged to supply him with sustenance:

- 21.- Brief statement of reasons for repatriation:
- 22.- Has the assisted person given his consent?
- 23.- Has the assisted person any family connections in the country?

At on

(Seal and signature of Authority requesting repatriation)

A N N E X E I V (b)AVIS DE PASSAGE D'UN INDIGENT

(à remplir par les autorités
du pays d'origine, chargées
de l'adresser aux autorités
du pays de transit)

(Cet Avis prévu à l'Article 13
de l'Accord Complémentaire pour l'exé-
cution de la Convention d'Assistance
Sociale et Médicale, signée le 7 no-
vembre 1949, entre les Cinq Pays si-
gnataires du Traité de Bruxelles doit
parvenir si possible aux autorités di-
plomatiques ou consulaires du pays de
transit UNE SEMAINE avant la date fi-
xée pour le passage du rapatrié.)

- 1.- Nom et Prénoms de l'assisté:
- 2.- Date de naissance de l'assisté:
- 3.- Venant de:
- 4.- Allant à:
- 5.- Etat de santé de l'assisté:
 - (malade physique
 - (malade mental
 - (tuberculeux (1)
- 6.- Conditions matérielles dans les-
quelles l'assisté doit voyager:
 - (assis
 - (couché
 - (assisté de ... infirmiers
 - (1)

(1) Rayer les mentions inutiles.

A N N E X I V (b)NOTICE OF TRANSIT OF INDIGENT PERSON

(to be completed by the authorities
of the country of origin and
forwarded to the authorities of
the transit countries)

(This Notice, provided for in
Article 13 of the Supplementary Agree-
ment to give effect to the Convent-
ion on Social and Medical Assistance
signed on 7th November, 1949, by the
five countries signatory to the Brus-
sels Treaty, must, if possible, reach
the diplomatic or consular authori-
ties of the transit countries ONE
WEEK before the date fixed for the
person being repatriated to cross the
country in question.)

- 1.- Surname and Christian names of
the assisted person:
- 2.- Date of birth of the assisted
person:
- 3.- Coming from:
- 4.- Going to:
- 5.- State of health of the assisted
person:
 - (physical illness
 - (mental illness
 - (tubercular (1)
- 6.- Material conditions in which the
assisted person must travel:
 - (sitting
 - (lying down
 - (accompanied by ... nurses
 - (1)

(1) Cross out words which do not ap-
ply.

SI L'ASSISTE EST RAPATRIE ACCOMPAGNE
DE SON CONJOINT, INDIQUER:

- 7.- Nom et Prénoms du conjoint:
8.- Lieu et date de naissance du conjoint:

SI L'ASSISTE EST ACCOMPAGNE DE SES EN-
FANTS, INDIQUER:

- 9.- Noms, Prénoms, dates et lieux de
naissance des enfants présents:
10.- Pièces établissant la nationalité
de l'assisté (passeport No.....
délivré à le par
..... ou certificat d'immatricula-
tion)
11.- Indiquer jour, heure et lieu de
remise de l'assisté.

A le

(Sceau et signature de l'autorité
compétente du pays d'origine)

IF THE ASSISTED PERSON IS ACCOMPANIED
BY HUSBAND OR WIFE STATE:

- 7.- Name and Christian names of hus-
band (or wife):
8.- Place and date of birth of hus-
band (or wife):

IF THE ASSISTED PERSON IS ACCOMPANIED
BY HIS CHILDREN STATE:

- 9.- Surname and Christian names, da-
tes and places of birth of the
children in question;
10.- Documents establishing the natio-
nality of the assisted person (
passport No..... issued at
on by or certificate
of registration)
11.- State the day, time and place of
handing over the assisted person.

At on

(Seal and signature of competent
authority of country of origin)

A N N E X E IV (c)RECEPISSE DE L'AVIS DE RAPATRIEMENT

(a remplir par les autorités
du pays d'origine et à retourner
aux autorités du pays
de résidence)

- adressé par le Gouvernement
- au Gouvernement
- le
- concernant M.
- qui sera remis le
- en gare de
à heure
- accompagné par (1)
- assisté de (2)

A N N E X IV (c)RECEIPT OF NOTICE OF REPATRIATION

(to be completed by the authorities
of the country of origin and returned
to the authorities of the
country of residence)

- sent by.....
..... Government.
- to the
..... Government.
- on
- concerning
- who will be handed over on
- at the railway station
at (time).
- accompanied by (1)
- assisted by (2)

(1) conjoint et enfants.
(2) nombre éventuel d'infirmiers.

(1) husband, wife, children.
(2) where necessary, number of nurses.

- conditions matérielles dans lesquelles l'assisté doit voyager:

(assis
(couché
(assisté de infirmiers
(1)

Fait à le

(Sceau et signature de l'autorité
compétente du pays d'origine)

- material conditions in which the assisted person must travel:

(sitting
(lying down
(accompanied by nurses (1)

Done at on

(Seal and signature of the competent
authority of the country of origin)

(1) rayer la mention inutile.

(1) cross out words which do not apply.

Copie certifiée conforme à l'exem-
plaire original unique en langues
anglaise et française, déposé aux
archives du Secrétariat Général de
la Commission Permanente du Traité
de Bruxelles à Londres,

Le Ministre Plénipotentiaire,
Secrétaire Général de la
Commission Permanente du
Traité de Bruxelles,

Certified to be a true copy of the
original document deposited in the
archives of the Secretariat-General of
the Brussels Treaty Permanent Commission,

Minister Plenipotentiary,
Secretary-General of the Brussels
Treaty Permanent Commission,



E. STAR BUSMANN.